

Refuser le développement ou “développer” le refus ?**Quelle option pour les sociétés dites « sous-développées » ?****Received date :18/05/2018 Accepted paper :13/06/2019****MERANI Hacene****Résumé**

Dans cette contribution, nous avons essayé de répondre à la double interrogation suivante : Pour pouvoir éviter éventuellement les problèmes écologiques et sociaux, notamment, engendrés par le modèle dit “classique” ou “dominant” de développement, les pays “sous-développés, doivent-ils renoncer à tout projet de développement, tel que le préconisent les adeptes de la décroissance ? Ou bien, doivent-ils, au contraire, créer une autre solution, plus créative, afin d’échapper à la situation de “sous-développement” dont les conséquences semblent plus graves que celles résultant de ce modèle de développement ? Dans la première partie, nous avons procédé à un bref rappel des principales positions prises face aux problèmes provoqués par le modèle classique de développement. Dans la seconde partie, nous avons tenté de montrer pourquoi les sociétés “sous-développées” doivent “développer” leur refus du développement et adopter un autre modèle de vie plus productif que le refus stérile qui semble les caractériser actuellement.

Mots clés

Développement, sous-développement, sociétés “développées”, sociétés “sous-développées”, refus du développement, autre développement.

Introduction

Après avoir connu une période d’euphorie, qui avait débuté au lendemain du 20 janvier 1949, date du discours prononcé à cette date par le président américain Truman, qui l’a annoncé dans son fameux Point IV, le “développement”, en tant que concept et en tant que

projet, destiné aux pays du Sud, a commencé de perdre de son prestige vers la fin des années 1970. En effet, et comme le note, Samir Amin, si les années 1960 « ont été marquées par un grand espoir de voir amorcé un processus irréversible de développement à travers ce que l'on appelait le tiers-monde », l'époque des années 1970-1980, a été celle de la « désillusion ». C'est comme si cette notion, nous dit encore le même auteur, était désormais tombée « en panne » et comme si sa théorie avait connu une « crise »¹. C'est alors que, enchaîne Samir Amin, la décennie 1975-1985 pouvait être considérée, sur ce plan, comme celle de la « dérive ». Décennie où les pays du « tiers-monde » s'étaient trouvés, après quelques années d'espoir, « plus fragilisés que jamais », en tentant « désespérément et en ordre dispersé de s'ajuster à des exigences qui les subalternisent »,² et les enfonçaient donc davantage dans le « sous-développement ».³

En réalité, cette crise, qui a frappé le projet développementaliste, peut être considérée, à notre avis, comme une conséquence de deux grands facteurs. Le premier, concerne les sociétés industrielles. En effet, c'est à partir du moment où on y commençait à prendre de plus en plus conscience des énormes dégâts, surtout écologiques, mais aussi humains et sociaux, que n'avait cessé d'engendrer le modèle de développement économique adopté par ces pays depuis près de deux siècles, c'est-à-dire, depuis pratiquement la Révolution industrielle, pour certains, et plus ou moins après, pour d'autres.

Le second facteur est inhérent à la situation qui prévalait et prévaut toujours dans les sociétés non industrielles, considérées depuis l'apparition de l'idéologie développementaliste, comme « sous-développées ». Celles que je que l'on peut aussi appeler :

1 Samir Amin, La Faillite du développement en Afrique et dans le tiers-monde. Une analyse politique, Paris, l'Harmattan, 1989, p. 5.

2 Ibid., p. 9.

3 Jean Offredo, Algérie, avec ou sans la France ? Paris, les éditions du Cerf, 1973.

“traditionnal-périphériques”⁴. Dans ce dernier cas, il ne s’agissait pas des dégâts provoqués par le développement, mais il s’agissait plutôt de l’échec des politiques de développement économique et social que ces pays avaient tenté d’adopter, dans leur très grande majorité vainement, et donc sans succès, et ce, depuis les années 1950-1960. C’est-à-dire, à partir des deux décennies durant lesquelles beaucoup de ces pays avaient obtenu leur indépendance politique après avoir connu des périodes de colonisation ou autre forme de domination, plus ou moins longues et plus ou moins directes, de la part de plusieurs puissances coloniales, principalement européennes.

C’est donc face à cette situation, que de nombreuses voix se sont élevées contre le développement. Beaucoup d’entre elles voulaient et veulent encore en finir d’une manière ou d’une autre avec l’idéologie et les politiques développementalistes telles qu’elles avaient été conçues et prônées jusque-là. Toutefois, si les unes demandaient, et demandent toujours, un refus pur et simple de tout développement, les autres prônaient, et prônent toujours, un développement différent, débarrassé de ses aspects jugés désormais dévastateurs. Cet autre développement est généralement désigné comme “durable” ou “soutenable”, selon les auteurs.

L’objet de la présente contribution est de participer modestement à cet important débat. Il s’agit principalement pour nous de dire laquelle de ces positions pourrait être, économiquement et socialement du moins, bénéfique pour les sociétés non industrielles, dont surtout celles que l’on appelle communément ‘arabo-musulmanes’, que l’on considère comme “sous-développées”, où le développement, conçu comme un souhaitable «rattrapage» des sociétés industrielles, a

4 En effet, ces sociétés, que les uns considèrent comme encore traditionnelles et les désignent ainsi, car, pour eux, leur problème majeur réside dans le fait qu’elles n’ont pas encore connu la modernité avec tous ses aspects : culturel, politique et économique notamment, et que les autres, surtout marxistes ou postmarxistes, désignent comme “périphériques”, car ils considèrent que si ces sociétés sont “sous-développées”, c’est à cause principalement de la position “périphérique” dans laquelle elles ont été placées et y sont toujours maintenues par les pays du “centre”, c’est-à-dire les principaux pays capitalistes industriels occidentaux, nous paraissent à la fois traditionnelles et périphériques. Et c’est pour cela que nous préférons les désigner comme telles. Cela permettrait, en pensant à elles, nous le croyons, de prendre en considération les deux ensembles de causes, internes et externes, qui sont à l’origine de la situation dans laquelle elles se trouvent.

largement échoué. La question à laquelle nous espérons proposer une réponse à travers cet article est donc la suivante : vaudrait-il, pour les sociétés non industrielles, compte tenu de ce qu'il a été dit précédemment, renoncer à tout projet de développement, comme le proposent les adeptes du refus pur et simple du développement ou, au contraire, serait-il préférable, pour elles, de "développer" ce refus en s'efforçant de mettre au point et en adoptant une autre solution qui leur permettrait d'éviter, d'une part, les éventuels problèmes du modèle de développement jugé excessif, c'est-à-dire tel qu'il avait été adopté par les sociétés les plus industrielles, et, d'autre part, ceux du statu quo qui les caractérise actuellement, résultant du cuisant échec des tentatives développementalistes qu'elles avaient jusque-là plus ou moins essayées ? Statu quo dont les conséquences sur le passé, le présent et encore plus l'avenir de ces sociétés (non industrielles), ne semblent pas, loin de là, moins néfastes et désastreuses que celles qu'avaient engendrées le développement, quelle que soit la forme qu'il a prise ou qu'il pourrait encore prendre dans l'avenir.

Afin de parvenir à proposer une réponse à cette double interrogation, nous allons d'abord, dans la première partie, rappeler brièvement quelles ont été les principales réactions et positions prises par les différents auteurs face aux effets engendrés par le modèle de développement adopté jusqu'à là par les pays industriels. Modèle que l'on appelle généralement, et que nous allons nous-même appelé tout au long de ce travail, "classique", "dominant" ou encore "occidental". Ensuite, dans la seconde partie, nous tenterons de montrer lesquelles de ces positions seraient préférables pour les pays "sous-développés" : celles qui appellent au refus du développement ou plutôt celles qui recommandent une autre solution, un autre mode de développement.

1- Rappel des principales positions prises face aux effets néfastes du modèle de développement classique

Ainsi donc, et comme le soulignent beaucoup d'auteurs dont Jean Ronald Legouté, la fin des années 1960 a marqué une rupture qui s'est

traduite « potentiellement par une nouvelle vision du concept et des pratiques de développement ». Cela s'est passé, ajoute ce dernier, dans un contexte où « La prise de conscience des imperfections des modèles de développement axés sur l'économisme, le productivisme et le technicisme au détriment des véritables besoins humains et sociaux et des aspirations des populations a imposé une reconceptualisation des approches développementalistes et subséquemment, une redéfinition du concept de développement. »⁵

Schématiquement, j'estime, pour ma part, qu'on peut classer les différentes réactions provoquées par les effets jugés nocifs du modèle classique de développement en trois, ou peut-être même en quatre grandes catégories au moins. Dans la première, on peut ranger les avis de tous ceux qui conseillent, comme solution aux problèmes générés par le modèle dominant de développement, une réorientation, ou un réajustement, plutôt « modéré », du modèle adopté jusque-là. Un réajustement qui permettrait de respecter l'environnement naturel, de rationaliser davantage l'exploitation des ressources non renouvelables, de développer la production et l'utilisation des énergies non polluantes et renouvelables, de créer et multiplier les « emplois verts », etc. D'une manière générale, cette position a pris la forme d'un appel à un « développement durable » après que le modèle classique ait été jugé « insoutenable » à cause des conséquences, jugées plus ou moins désastreuses, auxquelles il a conduit dans divers domaines : dégradation de plus en plus alarmante de l'environnement naturel, gaspillage à grande échelle des ressources non renouvelables, exclusion et inégalités sociales toujours plus fortes, etc. En gros, il est admis que cette tendance, et toutes les autres d'ailleurs, avaient commencé à émerger après la publication du rapport « Brundtland », établi en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, même si, comme le souligne Eric Berr, les impasses du modèle

⁵ Jean Ronald Legouté, « Définir le développement : Historique et dimensions d'un concept plurivoque », Cahiers de recherche vol. 1, n° 1, février 2001, p. 17.

classique avaient été déjà « mises en avant dès le début des années 1970. »⁶

Pour beaucoup, les tenants de cette première alternative, notamment ceux qui ne remettent en cause aucun des fondements du modèle dominant, ne peuvent pas être considérés comme des adeptes d'un développement réellement durable. Car, le genre de développement qu'ils proposent, même appelé durable ou soutenable, ne peut être, selon leurs critiques, comme Vincent Cheynet, qu'un « développement économique inscrit dans la durée assorti d'une couche de peinture verte passée par les publicitaires pour mieux nous leurrer et nous le passer pour écolo. » Ainsi, pour ces critiques, la position des membres de ce premier groupe, désignés comme des « capitalistes verts », consisterait plutôt à faire durer le même développement sous une autre appellation. Car, ajoutent ces objecteurs, chez les tenants de cette première option, le développement « durable » reposerait toujours sur plus de croissance économique. Or, se demandent ces critiques, comment peut-on considérer que cette conception peut engendrer un développement durable alors qu'il a été démontré et redémontré, selon eux, que « plus de croissance économique, c'est nécessairement plus de pollution », et qu'en outre, la « croissance verte », la « croissance propre », la « croissance soutenable », comme le « développement durable », ne sont en réalité que des juxtapositions de deux mots contradictoires, des oxymores ?⁷ Cette position, critique vis-à-vis de cette conception du développement durable, appelée « faible » par Eric Berr, « qui marque, dit-il, la récupération de ce concept par l'orthodoxie et les institutions internationales »,⁸ part d'une constatation que résume Jacques Perrin en ces termes : toutes les crises financières et économiques subies, dont

⁶ Eric Berr, « Pistes de réflexion pour un autre développement », Les 1ères journées du développement du GRES « Le Concept de développement en débat », Université Montesquieu - Bordeaux IV, les 16 et 17 septembre 2004.

⁷ Vincent Cheynet, « Contre le développement durable ». Intervention du 04/01/2005 à l'Université de Lyon 3. Disponible au www.decroissance.org. (consulté le 15/4/2015)

⁸ Eric Berr, « Keynes et le développement soutenable », Cahiers du GRES n° 2006-19, septembre 2006, p.3.

celle de 2008, masquent en réalité « une crise bien plus profonde », « une crise du mode de développement mis en œuvre par les pays industrialisés depuis plus de deux siècles » et qui ne peut pas être généralisé à l'ensemble du monde car il est incompatible avec la continuation de la vie sur la planète Terre.⁹

Quant à la deuxième position, c'est celle dont les partisans avaient carrément appelé à un « refus » plus ou moins fort, non seulement du *modèle* de développement jusque-là adopté, mais du *développement* lui-même, considérant que seul ce refus constituerait la solution réellement valable pour réparer et surtout éviter les dégâts que celui-ci engendrera nécessairement en tant que tel. Car, pour les tenants de cette option, le problème ne serait pas lié au *rythme* du développement. Il résiderait plutôt dans les *principes* de développement lui-même. Il s'agit pour eux surtout de la place centrale occupée par l'économie et le travail dans la vie individuelle et collective des sociétés industrielles modernes, de la nature même de ce que ces sociétés considèrent comme richesse, de la recherche maximale du profit, de la concurrence sans fin entre les entreprises, de la consommation sans limite, etc. Bref, il s'agit des *valeurs* fondamentales sur lesquelles repose le type de modernité qui oriente et justifie le modèle dominant de développement occidental.

Aux yeux des adeptes de cette position, à l'image de Thomas Marshall, « mettre l'économie, dans le cadre de ce développement, au service de l'homme n'est qu'un vœu pieux. » Et parler de développement « *durable* » ou « *solidaire* » sous l'emprise de cette idéologie « *développementaliste* », « ne revient finalement qu'à ajouter un petit paragraphe environnemental ou social à un programme dont le cœur reste la croissance du P.N.B. »¹⁰ C'est à partir de là que Thomas Marshall conclut que « le développement proposé aux anciens colonisés après leur indépendance politique est en réalité une machine

⁹ Jacques Perrin, « Changer notre vision du monde pour penser autrement le développement économique ». Disponible sur le site : www.economie-spiritualiste-yoga.com (consulté le 13/4/2015).

¹⁰ T. Marshall, « Le développement est-il la solution aux problèmes de l'humanité ? », p.284 [En ligne] [Consulté le 15/02/2015] Disponible sur <http://monde-solidaire.org>.

de destruction culturelle, qui impose à tous des normes et valeurs occidentales prétendument universelles » alors que ce développement n'est, selon ses termes, qu'une entreprise qui est à « l'origine des problèmes sociaux et économiques cruciaux de notre époque : en particulier l'exclusion, la misère, la pollution, l'épuisement à venir des ressources. » Et c'est à cause de cela donc que cet auteur, et beaucoup d'autres adeptes du refus de développement diraient plus ou moins la même chose, soutient que « Le développement, sous ses diverses variantes, n'est donc pas la solution mais la source de la crise actuelle. »¹¹ C'est ce que semble bien soutenir aussi Serge Latouche, l'un des plus célèbres représentants de cette tendance, en disant que « la société de croissance n'est ni soutenable ni souhaitable » et en ajoutant aussi que la solution ne pourrait donc résider que dans la création urgente d'« une société de “décroissance” ». ¹² Et c'est ce qu'annonce également un autre défenseur de cette alternative en affirmant entre autres que l'attachement à des valeurs humanistes et écologistes ne doit pas conduire à rechercher « vainement » un autre mode de développement, mais à bâtir « des alternatives au développement, c'est-à-dire des modes d'épanouissement collectif où le bien-être matériel cesse d'être central. »¹³

C'est dans ce cadre-là donc que l'on peut comprendre pourquoi Wolfgang Sachs, que l'on peut considérer lui aussi comme un autre représentant de cette option, considère que le développement n'est plus un concept du présent et encore moins de l'avenir. En effet, aux yeux de ce dernier, le développement n'est désormais qu'« une ruine dans le paysage intellectuel » et il « ne peut servir de guide à quiconque aujourd'hui ». Et cela pour plusieurs raisons, ajoute Wolfgang Sachs. D'abord « parce qu'il s'agit d'un but politique établi il y a cinquante ans, quand le président Truman a présenté en 1949 l'idée que l'on pourrait “développer” une société ou une économie comme tâche

¹¹ Ibid., p. 285.

¹² S. Latouche, « Pour une société de décroissance » [En ligne] [Consulté le 01/10/2014] Disponible sur www.monde-diplomatique.fr

¹³ T. Marshall, op. cit., p.285.

historique ». Idée, que Wolfgang Sachs considère, avant tout, comme « une stratégie de l'Occident » mise en œuvre à cette époque de guerre froide pour contenir le communisme.¹⁴

Quant à la troisième catégorie, on y trouve des auteurs dont les positions envisagent l'issue non dans le refus pur et simple du développement lui-même, ni dans une politique qui apporterait quelques retouches superficielles au modèle dominant, mais dans un projet qui remet plus ou moins en cause quelques fondements essentiels de ce modèle. A vrai dire, cette position peut être, à son tour, scindée en deux catégories très distinctes l'une de l'autre. C'est pour cela que nous avons parlé, à propos des positions prises vis-à-vis des effets considérés comme néfastes du mode de développement dominant, de quatre grandes tendances. La première (la troisième en fait) est celle qui englobe ceux que l'on peut regrouper sous l'étiquette d'"écosocialistes". En gros, ces auteurs croient qu'un modèle de développement, respectueux de l'environnement et capable d'atteindre les objectifs économiques et sociaux d'un développement réellement durable ne peut se réaliser que si l'on procède à des changements profonds au niveau des valeurs, des normes sur lesquelles repose le modèle classique et les pratiques, surtout économiques, des sociétés qui l'adoptent. C'est ainsi que les adeptes de cette conception pensent que le développement durable ne peut se concrétiser qu'à travers une vraie prise de conscience du caractère limité des ressources naturelles et à travers une réelle justice sociale. Cela passerait essentiellement, selon eux, par l'adoption d'un modèle de développement reposant sur les valeurs fondamentales du projet socialiste telles que : la propriété collective des moyens de production, la redistribution à grande échelle des richesses, etc., sans pour autant sacrifier les valeurs et le mode de gouvernement démocratiques.

Quant à la seconde tendance (ou la quatrième), c'est celle qui caractérise les auteurs que l'on peut qualifier d'"objecteurs modérés". Ils ne sont pas moins critiques à l'égard du modèle de développement

¹⁴ W. Sachs, le Monde du 27/6/2000.

dominant et ils semblent, eux aussi, partir d'un vrai rejet du modèle de développement dominant. Leur rejet concerne donc le développement tel qu'il a été conçu jusque-là. Mais, à la différence de ceux qu'on a désignés comme "écosocialistes", ils ne vont pas jusqu'à appeler à l'adoption des principes socialistes, même s'ils pensent que l'Etat est appelé à jouer un rôle crucial dans la résolution du problème. Certes, ils optent eux aussi pour un « autre développement » ou un « développement alternatif » mais sans aller jusqu'à appeler à l'abrogation de la propriété privée des moyens de production par exemple ou tout autre principe du genre. En réalité, c'est en s'inspirant des idées de John Maynard Keynes que ces auteurs mettent au point leur conception de sortie de crise et c'est pour cela que l'on peut les considérer comme des « post-keynésiens ».¹⁵ Et c'est dans ce sens-là que l'un des représentants de cette tendance annonce que si les partisans d'un après développement, ont raison de considérer le concept de développement comme toxique et s'il « est réellement indiscutable qu'un des problèmes majeurs des sociétés contemporaines découle de l'appréhension des relations humaines et des phénomènes sociaux sous un angle économique, cela ne doit pas conduire à rejeter l'économie au motif qu'elle ne serait pas présente dans les sociétés traditionnelles. » Car, en adoptant une telle position, ajoute Eric Berr, les post-développementalistes ont commis l'erreur de confondre entre économie et économisme et ont aussi tendance « à magnifier les sociétés traditionnelles » alors que le fonctionnement de celles-ci « repose sur des relations de domination ».¹⁶ Une domination qui est, à notre avis, dans la majorité des cas, plus grave et surtout plus figée, et de loin, que celle que l'on trouve dans les sociétés industrielles modernes surtout celles où l'Etat joue un rôle important et souvent efficace dans la lutte contre les inégalités sociales et dans la redistribution de la richesse nationale.

¹⁵ Comme le célèbre économiste américain Joseph Stiglitz. Voir à titre d'exemple sa position exposée dans son ouvrage *Le Triomphe de la cupidité*, traduit par Paul Chemla, Les Liens qui libèrent, 2010.

¹⁶ Eric Berr, « Pistes pour un autre développement », op. cit.

A présent, et après avoir exposé brièvement les réactions que nous avons considérées comme les plus importantes vis-à-vis des problèmes engendrés par le développement dans sa version dite classique, on doit s'attaquer maintenant à la deuxième partie de notre question : pour quelle solution devraient opter les sociétés contemporaines et surtout celles qui nous intéressent le plus dans le présent travail, c'est-à-dire les sociétés non industrielles. Devraient-elles opter pour la position qui préconise un refus pur et simple du développement ou devraient-elles plutôt opter pour celle dont les représentants proposent un "autre développement" ? Autrement dit, ces sociétés, que je me suis permis d'appeler : "traditionnallos-périphériques", qui, dans la majorité absolue des cas, avaient échoué dans leurs tentatives de développement, conçu comme un rattrapage des sociétés industrielles, devraient-elles opter pour une "alternative au développement" ou pour un "développement alternatif" ?

2. Quelle option pour les sociétés "sous-développées" ?

Nous avons donc vu, dans la première partie de ce travail, que, d'une manière générale, les réactions face aux défis lancés aux sociétés humaines par les problèmes engendrés par ce que l'on a appelé le mode de « développement classique » dans les pays industriels, d'une part, et par le « sous-développement » dans les pays non industriels, d'autre part, par rapport à l'idée même de développement en plus de son projet, se sont divisées en quatre grandes tendances. Nous nous sommes permis d'appeler, pour la clarté de l'exposé, les premiers, en suivant certains, les « capitalistes verts », les seconds « les tenants du refus de tout développement » ou « les adeptes de la décroissance », les troisièmes, ceux que nous avons appelés les « écosocialistes » et, enfin, les quatrièmes, ceux que l'on désigne comme les « post-keynésiens ». Chaque tendance en a proposé une issue.

Mais on pourrait être amenés à penser que ce débat et ce choix ne concerneraient en réalité que les sociétés industrielles. Car, le « développement » a toujours été souhaité par les pays non industriels et le refus n'y a jamais été à l'ordre du jour, même si les expériences

développementalistes qu'ils avaient tentées s'étaient presque toutes terminées par un échec. Du moins jusqu'à ce jour, pour une majorité écrasante d'entre eux. En ce qui nous concerne, nous pensons, au contraire, que ces pays sont eux aussi très concernés par cet important débat. Et ils sont appelés à faire un choix. Et ce, pour la simple raison que la situation dans ces pays, nous semble plus compliquée et même plus alarmante que celle qui prévaut dans ceux que l'on considère comme « développés ». Certes, on n'y entend peut-être pas parler à haute voix du « refus » du développement. Mais le refus est bel et bien là. Plus que cela, il semble largement accepté, consciemment et surtout inconsciemment, ce qui est plus dramatique, par une grande majorité pour ne pas dire par toute la société. En effet, si l'on excepte l'engouement de beaucoup de dirigeants politiques de ces pays, de presque tous leurs intellectuels et même de larges couches de leurs populations qui avait accompagné les premières années des expériences développementalistes, qu'ils avaient engagées au lendemain de leur indépendance, force est de constater que la situation est tout autre aujourd'hui.

En effet, et à mesure que l'échec de ces expériences prenait forme et que le développement, imaginé comme un « rattrapage » des pays industriels, s'avérait difficile, voire, comme l'a mentionné encore une fois Mohamed Dahmani, « plus difficile que la lutte pour la libération nationale et l'indépendance politique », ¹⁷ en dehors des débats dans les cercles académiques et lors des travaux de séminaires et autres rencontres du genre, le refus du développement n'a cessé depuis de gagner les esprits. Surtout sous une forme, qui nous semble la plus pernicieuse, d'une résignation au « sous-développement ». Des couches de plus en plus larges de la population et même de dirigeants politiques, dont beaucoup, faute de pouvoir enrichir leurs pays, ont carrément décidé de s'enrichir eux-mêmes, par des voies illégales, souvent au détriment des intérêts vitaux de leurs pays mêmes, dans la majorité des cas avec le soutien tacite, voire la complicité directe de dirigeants et

¹⁷ Ibid., p.15.

groupes dominants occidentaux,¹⁸ ont cessé d'y croire. Et le développement n'est presque plus évoqué que dans les discours sans lendemains ou lors des graves crises qui mettent la stabilité, voire l'avenir de ces pays en danger, tel qu'il semble être ces temps-ci le cas pour beaucoup de pays de ce que l'on appelait « Tiers-Monde », avec à leur tête les pays dits « arabo-musulmans ».

Donc, la question du choix entre le développement ou le non développement semble bien être très pertinente pour ces pays et de façon plus urgente encore. Le temps n'est pas du tout en faveur de l'inaction qui y semble largement dominer. Ces sociétés sont appelées, peut-être plus que jamais, à se poser la question de savoir si elles doivent refuser définitivement le développement et laisser continuer les choses telles qu'on les voit actuellement avec toutes les conséquences que l'on sait et celles que l'on ne sait peut-être pas encore. Ou bien, si elles doivent en quelque sorte "développer" ce refus et chercher une autre voie, une autre solution en se forgeant un autre modèle de vie

¹⁸ Un des auteurs occidentaux, en l'occurrence le philosophe belge Jérôme Grynepas, le dit, voilà déjà un demi siècle, en ces termes : *«Trop souvent, nous pays riches, employons notre argent, nos connaissances administratives et notre science de la politique à conserver dans nos ex-colonies des structures plus adaptées au maintien de courants économiques [et de dirigeants politiques aussi] qui nous sont favorables qu'au développement propres de ces pays.»* Cf. Jérôme Grynepas, La Philosophie, Verviers (Belgique), les Editions Gérard et C°, 1967, p.121. Plus récemment, le chroniqueur du journal *Le Monde* Jean-Paul Fitoussi le déclare en ces termes : « Les pays occidentaux ont fréquemment usé de leur puissance et du pouvoir de persuasion que donne l'argent pour exploiter les pays pauvres, ou pour maintenir au pouvoir, en ces pays, des régimes corrompus. » (p.141) Il note aussi que « nombre de ces pays sous aussi sous la domination de totalitarismes qui n'ont comme moyen de perdurer que celui de maintenir leur population en état (p.141) d'extrême pauvreté, en situation de ne pouvoir accéder à l'éducation, sauf celle qui glorifie le totalitarisme lui-même. Il est en un sens vrai que la globalisation met en relations économiques et financières des sociétés qui vivent en des siècles différents, du Moyen Âge au XXIe siècle. Il nous faut comprendre que ce déséquilibre « chronologique » ne peut seulement combattu par l'exportation des marchandises ou des capitaux, mais surtout par le soutien de la démocratie et de la justice sociale, quoi qu'il en coûte aux intérêts géopolitiques immédiats des pays riches. C'est l'absence de démocratie, beaucoup plus que la parcimonie de l'aide financière, qui maintient la population de nombre de pays en développement dans la pauvreté et la misère morale. » (p.142) Cf. Jean-Paul Fitoussi, L'Idéologie du monde, Paris, *Le Monde*/éditions de l'Aube, 2004.

susceptible de donner de l'espoir à leurs populations et améliorer les conditions de leur existence qui ne cessent de s'aggraver.

Pour notre part, nous estimons que "développer" le refus est largement préférable pour ces sociétés au simple refus plus ou moins inconscient, plus ou moins latent, mais en tout cas, désastreux, celui qu'elles vivent aujourd'hui. A vrai dire, même les plus grands adversaires de la croissance n'ont jamais préconisé, pour les pays non industriels, le simple rejet du développement. C'est ce que semble soutenir clairement Serge Latouche, l'un des plus grands défenseurs de la décroissance, en déclarant que, pour lui, « L'idée n'est pas de décroître aux dépens des pays pauvres, qui *eux doivent au contraire augmenter leur consommation et leur production*, mais de changer cette logique de gaspillage forcenée et de fausse abondance. » D'ailleurs, pour Serge Latouche, le projet proposé de décroissance ne veut aucunement dire, comme pourraient le penser certains, « retrouver une ancienne société disparue mais d'*inventer* une nouvelle société de solidarité. »¹⁹

Et c'est bien à cela aussi qu'appelle un autre opposant au développement, en l'occurrence W. Sachs, lorsqu'il déclare que l'opposé du développement « n'est pas la stagnation » et que donc « il ne s'agit pas de ne rien faire. » Bien au contraire, ajoute ce dernier, « Toutes sortes de changements sociaux sont nécessaires, » à condition toutefois, que cela ne se fasse pas « dans le sens de développement conventionnel, parce que celui-ci consiste fondamentalement à suivre l'exemple du Nord... » Plus que cela, W. Sachs attire l'attention que, pour lui, le rejet du modèle dominant, ne veut pas dire qu'il faudrait abandonner complètement le modèle occidental, mais de « s'en garder à une distance prudente » et « de se méfier de ses pièges ». Et si W. Sachs ne cite pas ces « pièges », on peut deviner qu'il s'agit principalement, entre autres, de l'économisme et du productivisme à outrance, l'accroissement continu et dangereux des inégalités entre les

¹⁹S. Latouche « La croissance est morte dans les années 1970 ». [En ligne] [Consulté le 01/10/2014] Disponible au: www.limpertinent93.wordpress.com (C'est moi H. Merani qui souligne).

classes et entre les pays, le gaspillage de plus en plus grand des ressources non renouvelables, etc. Car, dit-il, à juste titre d'ailleurs, « personne ne peut échapper au monde moderne » et qu'aujourd'hui, il n'y a pas de tradition privilégiée. Pour cela, il préconise de faire « jouer de la tradition comme d'un capital, mais savoir prendre ce que l'on juge nécessaire dans la modernité. »²⁰ Et c'est dans le sens justement de ne pas s'arrêter au simple refus du modèle dominant du développement, pour les pays « sous-développés », que l'économiste post-keynésien Eric Berr, autre partisan d'un autre mode de développement, à durabilité forte, insiste sur le fait que l'adoption d'une position critique de l'approche dominante ne représente qu'une première étape, indispensable, qui doit nécessairement déboucher sur des propositions constructives à partir desquelles une dynamique pour un autre développement pourra s'enclencher.²¹

Pour y arriver, Stiglitz, l'un des plus grands chefs de files des « post-keynésiens, estime qu'il va falloir revoir les principes même de la société capitaliste où l'argent, dit-il, est devenu « la fin dernière de la vie »²² Stiglitz propose même de revoir les méthodes qui servent actuellement à mesurer les réalisations et les performances économiques. Car ces méthodes sont loin de permettre de bien connaître les vrais résultats des politiques économiques. Et comme tous les « post-keynésiens », Stiglitz préconise à cet effet que dans toute politique de réforme économique sérieuse, le rôle à jouer par l'État est fondamental, « il ne doit pas seulement empêcher l'exploitation des irrationalités des gens mais aussi les aider à prendre de meilleures décisions ».²³

Cela dit, comment les pays « sous-développés » sont-ils appelés à « développer » leur refus, à le dépasser ? La question est loin d'être facile ; nous le savons tous. Mais essayons tout de même de'y proposer

²⁰ W. Sachs, op. cit.

²¹ E. Berr, « Pistes de réflexion pour un autre développement », op. cit.

²² J. Stiglitz, op. cit., p.488.

²³ Ibid., p.448.

une réponse. A notre avis, développer le refus, au sein de ces sociétés, passera d'abord par la prise de conscience de ce refus. Il ne doit pas rester un refus inconscient, latent, refoulé, comme il semble bien l'être actuellement. Adopter le refus du développement par ces sociétés, de façon consciente, les amènerait à en assumer les conséquences et surtout à se poser des questions cruciales quant à leur situation, à mieux la définir et donc à donner un sens à leur existence, à leur présent et à leur avenir en tant que sociétés humaines et donc tenues de réfléchir sur leurs conditions actuelles et à venir. Bref, cela contribuerait à les doter d'une "d'historicité" en parlant comme le sociologue français Alain Touraine. Historicité qui semble primordiale pour toute société humaine contemporaine sous peine de rester hors de son temps avec toutes les conséquences terribles que cela entraîne.

Ainsi, et une fois ce choix fait et assumé, les choses deviendront, nous le pensons, nettement plus claires. Beaucoup de questions essentielles vont donc être, elles aussi, posées. En effet, si ces sociétés décident, de manière consciente, de refuser le développement, il va falloir qu'elles se posent au moins des questions que nous estimons importantes comme celles-ci : pourquoi le refusent-elles ? Ce refus, est-il total ou partiel ? Que signifie-t-il ? Leur incapacité à le réaliser ? Ou un rejet des valeurs occidentales qui le sous-tendent, comme le pensaient déjà beaucoup ?²⁴ Et si c'est le cas, ces sociétés, sont-elles vraiment "satisfaites" de leurs situations actuelles, celles de "sous-développées" et non industrielles ? Et si elles refusent ces valeurs, comment explique-t-on leur acharnement à acquérir tout ce qui se produit en Occident "développé" sachant que ces produits sont des produits de ce même développement soi-disant "rejeté" et qu'ils sont des produits aussi culturels que matériels et pas uniquement matériels et "neutres" comme nous l'entendons ici et là ?

C'est en se posant ces questions, et bien d'autres encore, et en essayant d'y répondre, que les sociétés non industrielles, à travers leurs

²⁴ Dont Raymond Aron, cité par Jean Lhomme, « Unité ou pluralité du phénomène : développement », Revue économique, volume 17, n° 5, 1966, pp.705-736.

élites bien sûr, pourront, à notre avis, parvenir à se forger des alternatives au développement ou des développements alternatifs. Des alternatives qui leur permettraient peut-être de se donner des chances de s'extirper de la situation de dépendance et de pauvreté dans laquelle elles baignent. En se posant ces questions et en essayant d'y répondre, elles parviendront peut-être aussi à passer d'un simple, stérile et infructueux refus à un refus créatif, comme le suggère, encore une fois, Alain Touraine²⁵. C'est par le biais de cet effort que les élites de ces sociétés se transformeront en sujets historiques, capables de se doter d'un projet, d'objectifs et de stratégies qui orienteront la marche de leurs sociétés vers l'avenir, de maîtriser cet avenir au lieu de le subir tel que semble bien être le cas aujourd'hui. Cela va exiger aussi une analyse des relations sociales actuelles. Une analyse qui permettrait de décortiquer les mécanismes qui font perdurer le statu quo actuel dans ces sociétés et donc les voies d'en sortir ; bref cela va les aider à de mettre au point un projet de société. La forme de ce projet est loin d'être connue d'avance. En tout cas, quelle que soit cette forme, et comme le note Serge Latouche, il ne se réalisera peut-être jamais « ni totalement ni globalement », mais il restera comme « un horizon de sens » et non « un projet clé en main réalisable de façon technocratique. »²⁶

L'essentiel, pour ces sociétés, est surtout, nous semble-t-il, de ne pas continuer à refuser inconsciemment le développement, à se résigner à la situation lamentable qui les caractérise. Autrement dit, à « ne rien faire ». Et si nous sommes d'accord avec Gilbert Rist quand il soutient que les « manières de vivre une "bonne vie" » pourraient être nombreuses et qu'il appartiendrait à chaque société « d'inventer la sienne », nous sommes également d'accord avec lui quand il ajoute que cela « n'implique nullement une justification des injustices actuelles autorisant les uns [les pays du Nord] à continuer de "se développer", tandis que les autres [ceux du Sud] devraient se contenter d'une

²⁵ A. Touraine, *Comment sortir du libéralisme ?* Paris, Fayard, 1999, p. 154.

²⁶ S. Latouche, « La croissance est morte dans les années 1970 », *op.cit.*

“pauvreté heureuse” sous le fallacieux prétexte que cela correspondrait à leurs cultures respectives. »²⁷ Et c’est à partir de là que nous rejoignons beaucoup d’autres auteurs, pour considérer que certaines valeurs sont bel et bien universelles et que tous les peuples doivent accéder par exemple à l’éducation, aux soins et bénéficier d’une alimentation décente,²⁸ et, nous ajoutons, à ne pas subir impuissamment ni ce que l’on peut appeler le “traditionalisme étouffant”, d’une part, ni le “périphérisme marginalisant”, de l’autre.

Pour parvenir à inventer leur propre modèle de civilisation, les pays de ce que l’on appelait « Tiers-Monde », dont bien sûr les pays dits “arabo-musulmans”, doivent avant tout compter sur eux-mêmes. Et il est important de souligner ici que la tâche de mettre en forme ce projet est une mission qui incombe à toute la société. Mais il est important aussi d’insister que cela ne pourra se réaliser, notamment dans les premières phases de ce mouvement, qu’à travers l’action délibérée et consciente de certains groupes sociaux qui devront conduire ce changement, où les élites, nous l’avons déjà évoqué, dans leurs domaines respectifs : culturel, politique, économique, etc., auront un rôle fondamental à jouer. Où leur intervention, dans divers domaines, est primordiale, dans la mise au point de conceptions, à partir d’une connaissance approfondie des divers “terrains” ? Conceptions et analyses dont pourront s’inspirer les hommes d’action (hommes politiques, dirigeants de diverses organisations, etc.) pour mettre au point des projets concrets de “développement” les plus ambitieux possibles mais aussi les plus adaptables à la réalité de leurs sociétés. Et là, il ne faut jamais oublier, et toutes les expériences passées n’ont fait que le prouver, et comme l’a si bien noté Mohamed Dahmani, que tous les « transferts de théories ou de modèles de développement *exogènes*, toutes ces imitations, tous ces processus d’occidentalisation autoritaire, ne sont ni bons ni mauvais. » Ils sont tout simplement « inadaptés. »²⁹

²⁷ Cité par E. Berr, op. cit.

²⁸ E. Berr, op. cit.

²⁹ M. Dahmani, Les voies de développement dans l’impasse, op. cit., p. 187.

Car, et comme l'a déjà souligné Franz Fanon, « Le tiers-monde ne doit pas se contenter de se définir par rapport à des valeurs qui l'ont précédé. Les pays sous-développés, au contraire, doivent s'efforcer de mettre à jour des valeurs qui leur soient propres, des méthodes, un style qui leur soient spécifiques. » Bref, pour ces pays, ajoute judicieusement Fanon, il s'agit « de recommencer une histoire de l'homme qui tienne compte à la fois des thèses quelquefois prodigieuses soutenues par l'Europe mais aussi des crimes de l'Europe ». ³⁰ En tout cas, et comme il a été l'avis des adeptes d'une durabilité forte ou d'un « autre développement » réellement durable, il semble bien claire qu'abandonner le « modèle occidental », jusque-là dominant et désormais critiqué de toute part, ne signifie pas le refus de tout développement.³¹

D'ailleurs, pour ces pays, il y a lieu de rappeler que plusieurs formes de développement ont été déjà proposées : un développement « endogène » comme l'a souhaité Anouar Abdel-Malek³², « autocentré » comme l'a préconisé Samir Amin³³ ou en cherchant la bonne synthèse de toutes ces propositions comme l'a espéré Mohamed Dahmani.³⁴ Car, si le refus du modèle dominant est légitime, ou même peut-être souhaitable, cela ne veut pas dire, tel que l'a déjà noté encore une fois Anouar Abdel-Malek, que les sociétés non industrielles doivent opposer nécessairement à ce modèle « le repli », le « ghetto du moi collectif imprécateur et négateur de la mondialité » tel que nous le constatons aujourd'hui. Bien au contraire, à la « modernisation

³⁰ Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, Paris, éditions François Maspéro, 1978, p.232.

³¹ M. Dahmani, *Les Voies de développement dans l'impasse*, Alger, OPU, 1987, p.188.

³² A. Abdel Malek, « Spécificité et endogénéité » in. Anouar Abdel-Malek et al., *Clés pour une stratégie nouvelle du développement*, Paris, Les Éditions ouvrières/Unesco, 1984.

³³ S. Amin, *La Faillite du développement en Afrique et dans le Tiers-Monde*, op.cit.

³⁴ M. Dahmani, *Les voies de développement dans l'impasse*, Alger, OPU, 1987.

occidentalisanter' », devra s'opposer, « sur tous les terrains, un processus de haute positivité : celui de la *modernité nationale créatrice*. »³⁵

C'est ce que semble dire aussi Fatma-Zohra Oufriha lorsqu'elle insiste en disant qu'« En effet, le développement ne peut résulter que de la symbiose réussie, que de l'articulation synergique des pratiques économiques aux normes et valeurs d'un pays ou d'un groupe de pays particuliers. » C'est à partir de là qu'elle se demande si « En ce qui concerne les pays [dits] arabo-musulmans, leur forme de développement reste-t-elle peut-être encore à inventer ? »³⁶ Car, pense-t-elle, c'est « En effet, le jour où un pays arrivera à prendre de la « distance » par rapport aux pays capitalistes développés, le jour où il arrivera à mettre au service de son développement économique son propre système de normes et de valeurs...ce jour-là, ce sera un pays développé qui naîtra. »³⁷ Puisque « Le mimétisme et la transposition de modèles inappropriés » avaient souvent été « plus destructeurs que modernisateurs. »³⁸ Qui des groupes de ces sociétés sera ou seront enfin les « sujet historique » de ce mouvement tant attendu ?

Conclusion

Dans cette contribution, nous avons donc tenté de savoir si les sociétés non industrielles, dont notamment celles dites « arabo-musulmanes », doivent, comme le préconisent beaucoup d'auteurs d'horizons divers, renoncer à tout développement. Et cela pour éviter de subir les effets pervers que celui-ci a provoqués et provoque toujours encore dans les pays industriels en dépit des politiques de

35 A. Abdel-Malek, « Spécificité et endogénéité », op. cit., p. 207. (C'est A. Abdel-Malek qui souligne).

36 Fatima-Zohra Oufriha, Culture, environnement et politiques de développement en Algérie et dans les pays arabes, Editions ANEP, Alger, 2014, p.37.

37 Ibid., p.42.

38 Ibid., p.98.

développement “durable” adoptées depuis plusieurs années déjà par beaucoup d’entre eux. Ou si elles doivent, au contraire, forger et adopter un autre “modèle de vie”, si le modèle classique ne leur semble plus souhaitable. Un autre modèle qui leur permettrait, d’une part, d’éviter donc les effets néfastes du modèle de développement occidental, jugé excessif et nocif, celui adopté par les pays les plus industrialisés de la planète, et, d’autre part, d’améliorer leur situation actuelle qui, quel que soit le nom qu’on puisse lui donner, les condamne à vivre, ou plutôt à survivre, dans des conditions économiques, sociales, culturelles et politiques beaucoup plus graves que celles engendrées par le développement lui-même et qui les menacent de plus en plus sérieusement dans leur présent et leur avenir.

Au bout de notre démarche, nous avons estimé que si ces sociétés avaient le droit de rejeter le modèle de développement adopté par les pays industriels ou même l’idée de développement elle-même, du moins telle qu’elle a été imaginée jusque-là, elles ne peuvent pour autant pas, si elles tiennent à avoir une chance de résoudre ces graves problèmes, se contenter du simple refus, tel que semble être leur “choix” actuel. “Option” qui ne pourrait alors être, on le constate de plus en plus, que suicidaire. Nous avons estimé que leur devoir, plus particulièrement celui de leurs groupes sociaux qui sont appelés à jouer ce rôle historique, consiste plutôt dans la création d’un autre modèle, emprunter une autre voie, si elles le souhaitent, au lieu de continuer dans cette attitude de refus ou, plutôt, de résignation et de fatalisme.

A cet effet, nous n’avons pas manqué et cessé d’insister que cette solution ne semble possible qu’à travers une prise de conscience de la situation actuelle qui se caractérise par l’hégémonie de groupes favorables, consciemment ou inconsciemment, au statu quo actuel qui, bien entendu, les sert bien et arrange leurs stricts intérêts de classes. Car cela les aide à maintenir ces sociétés “traditionnallopériphériques” qu’ils dominent, avec la complicité plus ou moins directe de certains groupes dominants dans les pays industriels. Et tout cela, dans le cadre d’un “ordre” mondial qui a du mal à se réformer en

adoptant un autre modèle de développement qui ne sacrifierait peut-être pas nécessairement beaucoup l'efficacité économique et technique mais qui ne soit pas pour autant aussi dévastateur écologiquement et socialement tel que semble bien être le cas de celui qui a été adopté jusqu'ici.

Les groupes, appelés à jouer un jour ce rôle historiques devraient, pour pouvoir mener à bien cette mission, avoir présent à l'esprit, comme le souligne Alain Touraine, que « Le développement est le passage d'une société d'un champ d'historicité à un autre » et que ce même développement « ne se réduit jamais à la modernisation, à la croissance ». Ils ne devraient surtout pas aussi oublier que la voie que pourrait suivre le développement « dépend des rapports de classes, des mécanismes politiques, du fonctionnement organisationnel de la société considérée et de ses rapports de domination ou de dépendance avec d'autres sociétés. »³⁹

³⁹ Alain Touraine, Pour la sociologie...op. cit., p.59.

Références bibliographiques :

- Abdel-Malek, Anouar, (1984), « Spécificité et endogénéité » in. Abdelmalek Anouar et al., Clés pour une stratégie nouvelle du développement, Paris, Les Éditions ouvrières/ Unesco.
- Amin, Samir, (1989), La faillite du développement en Afrique et dans le Tiers-Monde. Une analyse politique, Paris, l'Harmattan.
- Berr, Eric, (2004), « Pistes de réflexion pour un autre développement », Les 1ères journées du développement du GRES « Le Concept de développement en débat », Université Montesquieu- Bordeaux IV, les 16 et 17 septembre 2004.
- Berr, Eric, (2006), « Keynes et le développement soutenable », *Cahiers du GRES* n° 2006-19, septembre 2006.
- Cheynet, Vincent, « Contre le développement durable ». Intervention le 04/01/2005 à l'Université de Lyon 3. Disponible au www.decroissance.org.
- Dahmani, Mohamed, (1987), Les Voies de développement dans l'impasse, Alger, OPU.
- Gouté (Le), Jean Ronald, (2001), « Définir le développement : Historique et dimensions d'un concept plurivoque », *Cahiers de recherche* vol. 1, n° 1.
- Latouche, Serge, (2004), *Survivre au développement*, Paris, Fayard.
- Lhomme, Jean, (1966), « Unité ou pluralité du phénomène : développement », *Revue économique*, volume 17, n°5, pp. 705-736.
- Oufriha, Fatma-Zohra, (2014), *Culture, environnement et politiques de développement en Algérie et dans les pays arabes*, Alger, Editions ANEP.
- Marshall, Thomas, « Le développement est-il la solution aux problèmes de l'humanité ? » Disponible sur le site www.monde-solidaire.org.
- Partant, François, (1997), *La Fin du développement. Naissance d'une alternative*, Paris, Actes Sud/ Leméac.
- Perrin, Jacques, « Changer notre vision du monde pour penser autrement le développement économique ». Disponible sur le site : www.economie-spiritualiste-yoga.com

-
- Rist, Gilbert, (2007), Le Développement. Histoire d'une croyance occidentale, Paris, les Presses de sciences Po.
 - Stiglitz, Joseph, (2010), Le Triomphe de la cupidité, traduit par Paul Chemla, Les Liens qui libèrent.
 - Sachs, Wolfgang et Esteva, Gustavo, (2003), Des Ruines de développement, Paris, serpent à plumes.
 - Touraine, Alain, (1999), Comment sortir du libéralisme ? Paris, Fayard.